

## Gouvernance alimentaire et organisations de la société civile au Canada

Levkoe, C., Andrée, P., Ballamingie, P., Tasala, K., Wilson, A., & Korzun, M. (2023). Civil society engagement in food systems governance in Canada: Experiences, gaps, and possibilities, JAFCD, 12(2), 1-20.

---

*Les organisations de la société civile ont une longue histoire dans le système alimentaire canadien. Cette recherche en esquisse un portrait national et dépeint leur rôle dans la gouvernance du système alimentaire.*

---

Le Réseau pour une alimentation durable (RAD, ou Food Secure Canada en anglais) est actif depuis 2001, il s'agit d'une coalition pancanadienne, rassemblant des individus et des organisations de la société civile (OSC), influente dans la création de politiques agroalimentaires au Canada, avec un accent sur la sécurité alimentaire. L'engagement des OSC dans la gouvernance alimentaire a débuté dans les années 1970. Cet article en brosse un portrait et étudie leur rôle en se basant sur une enquête nationale et des entretiens qualitatifs menés avec une soixantaine d'OSC entre 2019 et 2022.

La contribution des OSC à la gouvernance du système alimentaire au Canada est importante. Elle s'étend sur un continuum qui va de la condamnation de l'influence des grandes entreprises et de la faiblesse de l'action de l'État par la *People's Food Commission* (PFC), qui publia un ouvrage très critique intitulé : *The land of Milk and Money*, jusqu'à la collaboration avec le gouvernement comme stratégie du Réseau pour une alimentation durable (RAD) dans le cadre du *People's Food Project* (en français : *Du pain sur la planche. Une politique alimentaire pour le Canada* paru en 2011). Les OSC ont notamment contribué en 2012 à la *visite du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation*, Olivier de Schutter, qui a fait prendre conscience aux Canadiens de l'insécurité alimentaire vécue par bon nombre de leurs concitoyens.

Plus d'une centaine d'OSC sont partie prenante de la gouvernance du système alimentaire canadien, dont 53% sont à but non lucratif. Dans l'ensemble, elles s'intéressent à des sujets variés, des systèmes alimentaires à l'agriculture et au développement communautaire. Elles ont grandement inspiré la *Politique alimentaire pour le Canada*, bien que peu des OSC rencontrées aient été impliquées dans les étapes historiques précédentes. Ces organisations manquent souvent de moyens pour participer aux consultations et estiment qu'il existe un certain déséquilibre avec les lobbys industriels. Leur hyperspécialisation limite la perspective globale qu'elles peuvent avoir du système alimentaire, même si elles reconnaissent l'importance d'agir au niveau national. Les entretiens ont révélé le rôle négligé des travailleurs, en particulier les migrants, dans les débats sur la gouvernance, ainsi que le manque de connaissance des OSC sur leur propre histoire. De nombreuses OSC envisagent d'élargir leur champ d'action, bien que cela présente des défis, en particulier lorsqu'il s'agit de questions sensibles comme les droits des travailleurs ou les causes autochtones. Enfin, la COVID-19 a accentué la prise de conscience de l'importance de la gouvernance alimentaire en tant qu'enjeu de sécurité et de souveraineté pour le pays.

### Les enseignements

Cette recherche dégage trois points clés : l'interaction dynamique entre les organisations de la société civile (OSC) et l'État, l'approche souvent limitée des OSC se focalisant sur des sujets précis, et le déficit d'inclusion, notamment pour les travailleurs migrants et les autochtones au Canada. Deux ans après le *Sommet sur les systèmes alimentaires* en 2021 de l'ONU, qui a suscité de vives critiques parmi les OSC, cet article offre un portrait inédit des OSC et de leurs actions au Canada. Il aide à mieux comprendre leurs attentes et leurs défis.

#### Rédaction

Stevens Azima & Patrick Mundler

Ce bulletin vous est offert avec le soutien du  
ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de  
l'Alimentation du Québec (MAPAQ)

Québec 